

Approche de Corporate Due Diligence pour protection des droits de l'homme et de l'environnement **dans le cadre de notre processus d'approvisionnement**



La durabilité
chez Lidl



” Nous reconnaissons que le respect et le renforcement des droits de l’homme constituent une obligation fondamentale des pays, des entreprises et des individus.

Notre approche de Corporate Due Diligence est un processus dynamique en constante évolution. C’est la raison pour laquelle cette déclaration est régulièrement contrôlée par nos soins et adaptée en permanence. “



Sommaire

1. Avant-propos	4
2. Notre mission	5
3. Mise en œuvre de notre approche de Due Diligence	7
3.1 Identifier les opportunités et les risques	8
3.2 Définir les directives et les processus	11
3.3 Transposer et contrôler.....	14
3.3.1 Salaires et revenus décents.....	18
3.3.2 Chaîne du cacao durable.....	20
3.3.3 Chaîne du poisson durable.....	21
3.3.4 Bananes Fairtrade.....	22
3.3.5 Chaîne du soja durable	23
3.4 Rectifier	24
3.5 Communiquer.....	25
4. Organisation et responsabilités	27



1. Avant-propos

La protection des droits de l'homme et de l'environnement revêt une importance essentielle dans nos actions quotidiennes. À travers nos principes fondamentaux, ces valeurs sont stratégiquement ancrées dans notre organisation – également dans le cadre de notre processus d'approvisionnement. Dans notre politique de corporate due diligence l'accent est donc mis sur la mise en œuvre de cette démarche dans les chaînes de production de notre assortiment.

La transparence est essentielle à cet égard : dans nos rapports sur la durabilité, nous communiquerons régulièrement les résultats et les progrès réalisés. Afin d'évaluer continuellement les risques, nous avons mis en place une analyse de risques que nous répétons régulièrement. Cela nous permettra à l'avenir de mieux identifier les risques dans les chaînes de production et d'y répondre de manière adéquate. Nous évaluons et développons continuellement nos mesures, afin de pouvoir réagir en temps utile à d'éventuels nouveaux risques découlant de l'analyse ou résultant de changements dans les chaînes de production.

Le dialogue avec nos parties prenantes, à savoir nos fournisseurs, nos experts, les organisations de la société civile et les syndicats, nous aide en cela. Afin de sensibiliser aux questions sociales et écologiques, nous fournirons également à l'avenir des cours et des formations réguliers aux collaborateurs et partenaires commerciaux. Nous voulons également augmenter notre participation dans les partenariats existants et en conclure de nouveaux.

Avec ces mesures et l'approche de corporate due diligence, nous entendons améliorer efficacement les conditions de vie de nos partenaires dans les chaînes de production.

Cette approche a été approuvée par la direction de Lidl Belgique & Luxembourg.



Hendrik Van Wilderode
Directeur Achats de Lidl Belgique & Luxembourg

Plus d'informations :

lidl.be/durabilite

Contact :

csr@lidl.be



2. Notre mission

En tant que l'une des plus grandes organisations de grande distribution du monde, Lidl est conscient de sa responsabilité envers la société et l'environnement. Le développement durable est essentiel pour la subsistance de notre organisation. Ce n'est qu'en produisant de manière durable que nous pourrions continuer d'offrir à nos clients des produits responsables à l'avenir. Cependant, nous sommes confrontés à d'énormes défis dans le monde entier, et la protection de l'environnement et des droits de l'homme ne peut être réalisée que conjointement. Notre impact écologique est trop important, nous utilisons plus de matières premières que ce qui est disponible. En outre, deux personnes dépendantes de l'agriculture sur trois vivent encore dans une extrême pauvreté. Nous reconnaissons que nos activités commerciales, y compris notre processus d'approvisionnement, ont un impact direct sur les chaînes de production. Lidl souhaite contribuer à résoudre les défis sociaux et écologiques, à initier des améliorations durables et à trouver des solutions à long terme, en rendant notre assortiment plus durable, plus équitable et plus sain.

Afin de développer notre stratégie de durabilité dans le cadre de l'approvisionnement de Lidl, nous avons développé et défini notre vision, notre mission, nos thèmes de focalisation et nos mesures concrètes. En élaborant cette stratégie, nous avons tenu compte des attentes de nos clients, de la société, des connaissances et des priorités des organisations de la société civile, de la législation et des règlements, ainsi que des développements scientifiques. Nous avons identifié les thèmes qui sont pertinents pour notre entreprise et, à partir de là, envisagé les défis futurs. Les thèmes centraux du développement durable en termes d'approvisionnement sont : le changement climatique, l'eau, l'économie circulaire, les droits de l'homme, les matières premières, la biodiversité et les produits responsables. Lors de la sélection des mesures, l'impact que nous pouvons avoir dans les chaînes de production a été pris en compte.

La chaîne de production dans le commerce de détail et l'industrie alimentaire devient de plus en plus complexe, avec un nombre croissant d'étapes entre la matière première et le client, impliquant un grand nombre d'acteurs de différents pays. Dans le secteur du commerce de détail et de la production alimentaire, les principaux défis en matière de droits de l'homme et d'environnement se posent dans le contexte de l'augmentation des chaînes de production mondiales. Les risques liés au respect des droits de l'homme ont généralement des causes complexes et constituent souvent des défis pour l'ensemble du secteur. Par conséquent, les risques sociaux liés à la sécurité et à la santé au travail, à la liberté d'association, à la non-discrimination et à la rémunération ne peuvent généralement être traités que par des solutions systématiques ; il en va de même pour les violations dans le domaine du travail des enfants ou du travail forcé.



Nous reconnaissons également que des violations des droits des travailleurs peuvent se produire parce que les gouvernements sont incapables de les protéger adéquatement ou parce que les travailleurs ne peuvent pas s'unir librement et efficacement. Pour ces raisons, Lidl collabore avec les gouvernements, d'autres entreprises, des fournisseurs et des organisations de la société civile. Ce faisant, nous contribuons activement à la société et à un avenir plus durable.

Dans le même temps, la production de denrées alimentaires nécessite beaucoup de matières premières. Nous nous efforçons ici d'utiliser ces matières premières et ressources naturelles de manière efficace et respectueuse de l'environnement. C'est pourquoi des méthodes de culture, de récolte et de transformation responsables, compte tenu de la croissance démographique mondiale, exigent un équilibre entre l'augmentation des rendements, d'une part, et la protection du sol, de l'air, des ressources en eau et de la biodiversité, d'autre part. C'est pourquoi nous voulons de plus en plus aligner notre utilisation des ressources naturelles sur les « frontières planétaires » et contribuer activement à la préservation des écosystèmes.

Dans cette prise de position, nous exposons notre approche en vue de minimiser les risques dans le cadre des thèmes de durabilité choisis - y compris nos obligations et les mesures concrètes que nous prenons.

Traités, normes et directives

En tant qu'organisation leader dans le secteur de la grande distribution, nous considérons qu'il est de notre responsabilité de protéger les droits de l'homme et l'environnement, et de prévenir ou de réduire tout risque négatif. L'approche repose sur notre implication dans les traités suivants, internationalement reconnus :

- **La Déclaration universelle des droits de l'homme**
- **Les Objectifs de développement durable des Nations Unies**
- **La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant**
- **La Convention des Nations Unies sur les droits de la femme**
- **Les Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme**
- **Les Principes des Nations Unies d'autonomisation des femmes**
- **Les Conventions, normes fondamentales du travail et recommandations de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les normes sociales et du travail**
- **Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales**
- **Les principes de Dhaka sur la migration dans la dignité**

En outre, notre Code de conduite est depuis 2006 la base de nos actions dans les processus internes et il fait partie des accords conclus avec nos fournisseurs directs. Nous partageons avec nos fournisseurs la responsabilité de gérer les risques dans les chaînes

de production. C'est pourquoi nous obligeons nos partenaires commerciaux à prendre des mesures appropriées dans leur chaîne d'approvisionnement et à mettre en œuvre le Code de conduite avec leurs fournisseurs. Lidl applique une politique de « tolérance zéro » si aucune mesure n'est prise contre le travail forcé ou le travail des enfants, et surveille constamment tout autre risque social ou environnemental.

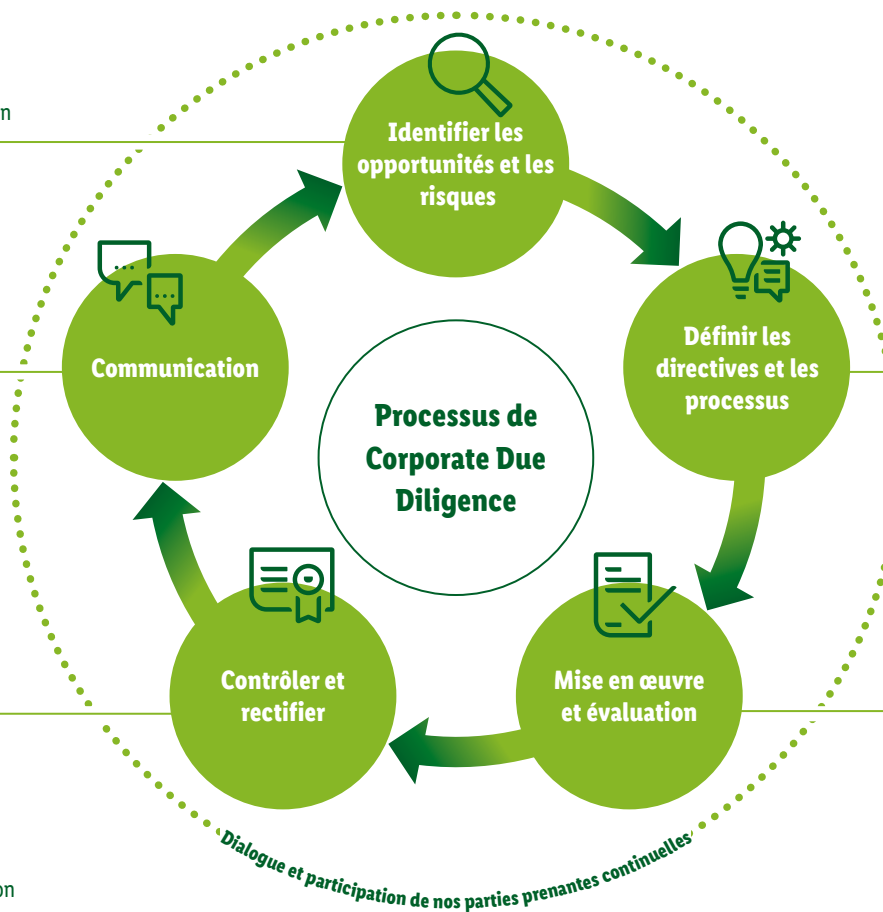
3. Mise en œuvre de notre approche de Due Diligence

Avec notre approche, nous garantissons que la politique de développement durable au sein de notre organisation est structurellement mise en œuvre et respectée. Nous analysons systématiquement les risques potentiels de violation des droits de l'homme ou de l'environnement qui existent ou qui peuvent survenir à l'avenir dans nos processus commerciaux et dans la production des produits de nos marques propres. Sur la base de ces analyses, nous déterminons des mesures concrètes pour contrer, éviter ou réduire les effets négatifs de nos activités.

- Effectuer une analyse de risques complète pour l'assortiment
- Identifier les risques et les opportunités
- Évaluer les opportunités et l'impact de notre organisation

- Une communication transparente sur les effets positifs et négatifs envers les groupes cibles internes et externes

- Contrôler et améliorer les directives et processus
- Contrer, éviter et réduire les effets négatifs
- Accès à un mécanisme de plainte efficace et rectification en cas de violation



- Définir des directives et objectifs en matière de durabilité et des KPI
- Mettre en place de processus pouvant être audités
- Garantir la mesurabilité
- Définir les rôles et les responsabilités

- Mise en œuvre cohérente des directives, objectifs et activités
- Poursuivre le développement de la chaîne d'approvisionnement par des audits, des appréciations et des évaluations

3.1 Identifier les opportunités et les risques

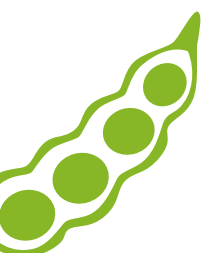
Nous surveillons en permanence les risques qui existent ou peuvent survenir dans la production de nos produits de marque propre dans les thèmes que nous avons identifiés. Nous voulons rendre les risques économiques, écologiques et sociaux mesurables, tant pour nos propres activités commerciales que dans les chaînes de production, afin de pouvoir prendre des mesures appropriées.

L'évaluation des risques potentiels pour nos marques propres s'effectue selon un processus systématique basé sur des indices tels que le Global Rights Index de l'ITUC et le Global Slavery Index, et est combinée avec les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Environmental Performance Index. En outre, nous entretenons un dialogue permanent avec les parties prenantes externes et acquérons une expertise, notamment auprès des organisations de la société civile, des syndicats et d'autres experts. Avec eux, nous pouvons identifier les plus grands défis, afin de prévenir les violations des droits de l'homme.

Nous voulons identifier systématiquement les risques potentiels au sein de notre chaîne d'approvisionnement. Pour cela, nous effectuons une analyse transversale approfondie des risques liés à nos produits. Nous cartographions l'impact négatif direct de nos activités sur les droits de l'homme et tenons également compte de l'impact sur l'environnement, par exemple en termes de pollution de l'eau ou d'émissions de CO2. Un impact négatif sur l'environnement peut également avoir un impact négatif sur les droits de l'homme. L'analyse des risques dans la chaîne d'approvisionnement porte sur toutes les étapes, des matières premières à l'étape finale de la production.

Afin de pouvoir évaluer quantitativement les risques existants et l'impact négatif réel, nous avons défini des critères et des indicateurs pour chaque domaine. Cela rend les risques mesurables et nous permet de comparer : les risques environnementaux sont déterminés, par exemple, par la quantité d'émissions de gaz à effet de serre tout au long de la chaîne d'approvisionnement, et le risque de perte de biodiversité par la probabilité d'extinction des espèces pendant la production. Sur la base de ces indicateurs et du volume d'approvisionnement correspondant, nous pouvons identifier quelles chaînes de production sont particulièrement à risque et dans quelle partie de la chaîne de valeur les risques les plus élevés pour les travailleurs et les petits agriculteurs se produisent, ainsi que les endroits où nous avons le plus grand impact.

Dans le cadre de l'analyse transversale des risques liés à nos produits de marque propre, nous avons identifié les risques sociaux et environnementaux suivants pour chaque matière première :



Notre analyse de risques - Matières premières, risques et pays d'origine



BANANES

Risques sociaux

- Travail des enfants : Brésil, Équateur, Philippines
- Travail forcé : Inde, Indonésie
- Droits des travailleurs : Brésil, Chine, Philippines
- Discrimination : Inde, Indonésie

Risques écologiques

- Biodiversité : Équateur, Inde
- Vulnérabilité climatique : Inde, Philippines
- Utilisation des terres et déforestation : Brésil, Équateur, Indonésie
- Eau : Brésil, Inde



COTON

Risques sociaux

- Travail des enfants : Inde, Turkménistan, Ouzbékistan
- Travail forcé : Inde, Pakistan, Ouzbékistan
- Droits des travailleurs : Inde, Pakistan, Ouzbékistan
- Discrimination : Inde, Pakistan

Risques écologiques

- Biodiversité : Inde, Turquie, États-Unis
- Vulnérabilité climatique : Inde, Pakistan, États-Unis
- Utilisation des terres et déforestation : Brésil, Chine, Inde
- Eau : Chine, Inde, USA



FLEURS ET PLANTES

Risques sociaux

- Travail des enfants : Éthiopie, Kenya
- Travail forcé : Éthiopie, Kenya, Thaïlande
- Droits des travailleurs : Éthiopie, Chine, Malaisie
- Discrimination : Éthiopie, Kenya

Risques écologiques

- Biodiversité : Éthiopie, Équateur, Kenya
- Vulnérabilité climatique : Kenya, Thaïlande
- Utilisation des terres et déforestation : Équateur, Colombie, Malaisie
- Eau : Éthiopie, Chine, Kenya



POISSON

Risques sociaux

- Travail des enfants : Philippines, Thaïlande, Vietnam
- Travail forcé : Chine, Thaïlande, Vietnam
- Droits des travailleurs : Indonésie, Thaïlande, Vietnam
- Discrimination : Maroc, Mexique, Indonésie

Risques écologiques

- Biodiversité : Chine, Inde, USA
- Vulnérabilité climatique : Inde, USA
- Utilisation des terres et déforestation : Brésil, Malaisie, Vietnam
- Eau : Chili, Chine, Inde



NOISETTES

Risques sociaux

- Travail des enfants : Azerbaïdjan, Géorgie, Turquie
- Travail forcé : Chine, Géorgie
- Droits des travailleurs : Chine, Iran, Turquie
- Discrimination : Azerbaïdjan, Iran

Risques écologiques

- Biodiversité : Géorgie, Turquie, USA
- Vulnérabilité climatique : USA
- Utilisation des terres et déforestation : Azerbaïdjan, Chine, Géorgie
- Eau : Azerbaïdjan, Chine, Iran



CAFÉ

Risques sociaux

- Travail des enfants : Éthiopie, Colombie
- Travail forcé : Éthiopie, Indonésie, Colombie
- Droits des travailleurs : Brésil, Guatemala, Indonésie
- Discrimination : Éthiopie, Honduras, Inde

Risques écologiques

- Biodiversité : Indonésie, Honduras, Vietnam
- Vulnérabilité climatique : Brésil, Inde, Vietnam
- Utilisation des terres et déforestation : Brésil, Indonésie, Colombie
- Eau : Brésil, Indonésie, Vietnam



CACAO

Risques sociaux

- Travail des enfants : Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria
- Travail forcé : Côte d'Ivoire, Ghana, Indonésie
- Droits des travailleurs : Brésil, Côte d'Ivoire, Indonésie
- Discrimination : Côte d'Ivoire, Ghana, Indonésie

Risques écologiques

- Biodiversité : Côte d'Ivoire, Ghana, Indonésie
- Vulnérabilité climatique : Rep. Dominicaine, Nigéria
- Utilisation des terres et déforestation : Brésil, Équateur, Côte d'Ivoire, Ghana
- Eau : Brésil, Ghana, Nigéria



HUILE DE PALME

Risques sociaux

- Travail des enfants : Côte d'Ivoire, Nigeria
- Travail forcé : Indonésie, Malaisie, Thaïlande
- Droits des travailleurs : Indonésie, Colombie, Malaisie
- Discrimination : Guatemala, Indonésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée

Risques écologiques

- Biodiversité : Équateur, Indonésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée
- Vulnérabilité climatique : Indonésie, Malaisie, Thaïlande
- Utilisation des terres et déforestation : Indonésie, Malaisie, Thaïlande
- Eau : Indonésie, Nigeria, Thaïlande



RIZ

Risques sociaux

- Travail des enfants : Bangladesh, Inde, Vietnam
- Travail forcé : Inde, Thaïlande, Vietnam
- Droits des travailleurs : Chine, Thaïlande, Vietnam
- Discrimination : Inde, Indonésie, Myanmar

Risques écologiques

- Biodiversité : Chine, Inde, Vietnam
- Vulnérabilité climatique : Inde, Myanmar, Vietnam
- Utilisation des terres et déforestation : Chine, Inde, Vietnam
- Eau : Chine, Inde, Vietnam



SOJA

Risques sociaux

- Travail des enfants : Inde, Nigeria, Paraguay
- Travail forcé : Chine, Inde, Ukraine
- Droits des travailleurs : Brésil, Inde, Ukraine
- Discrimination : Bolivie, Inde

Risques écologiques

- Biodiversité : Argentine, Chine, Inde
- Vulnérabilité climatique : Inde, Canada, USA
- Utilisation des terres et déforestation : Bolivie, Brésil, Paraguay
- Eau : Brésil, Chine, Inde



THÉ

Risques sociaux

- Travail des enfants : Inde, Kenya, Sri Lanka
- Travail forcé : Chine, Inde, Sri Lanka
- Droits des travailleurs : Chine, Inde, Kenya
- Discrimination : Inde, Kenya, Turquie

Risques écologiques

- Biodiversité : Chine, Inde, Kenya
- Vulnérabilité climatique : Inde, Kenya, Vietnam
- Utilisation des terres et déforestation : Chine, Inde, Indonésie
- Eau : Chine, Inde, Vietnam



CELLULOSE

Risques sociaux

- Travail des enfants : Chine, Indonésie, Russie
- Travail forcé : Chine, Indonésie, Russie
- Droits des employés : Brésil, Chine, Indonésie
- Discrimination : Brésil, Indonésie

Risques écologiques

- Biodiversité : Indonésie, Canada, Russie
- Vulnérabilité climatique : Japon, Canada, USA
- Utilisation des terres et déforestation : Brésil, Chine, Indonésie
- Eau : Brésil, Chine, USA

Ceci illustre les matières premières les plus stratégiquement pertinentes de Lidl en fonction du volume d'achat. Les plus grands risques sociaux et environnementaux liés aux éventuels pays d'origine ont été déterminés sur la base d'indicateurs de risques internationaux.

Risques identifiés pour l'homme et l'environnement

Dans le cadre de notre approche de due diligence, nous avons identifié les risques suivants pour l'homme et l'environnement. Sur cette base, nous avons déterminé des mesures de suivi pour minimiser ces risques et nous communiquerons à ce sujet de manière transparente.

Risques sociaux

Travail des enfants : Travail des enfants en âge d'obligation scolaire et dans des conditions de travail dangereuses pour la santé.

Travail forcé : Traite des êtres humains, coercition, menaces, retenue sur les salaires, accumulation de dettes (par exemple en raison des coûts élevés de la médiation du travail).

Droits des travailleurs : Respect insuffisant des droits du travail : sous-rémunération, horaires de travail dégradants, atteintes à la santé dues aux conditions de travail, restriction de la liberté d'association, discrimination, harcèlement ou abus sur le lieu de travail.

Discrimination : Abus ou inégalité de traitement fondés sur le sexe, la religion, l'origine ethnique/nationale, ou l'orientation sexuelle.

Risques écologiques

Biodiversité : Perte de services écosystémiques et de biodiversité.

Vulnérabilité climatique : Vulnérabilité aux effets négatifs du changement climatique sur les producteurs.

Utilisation des terres et déforestation : Déforestation au profit d'une autre utilisation des terres, perte d'habitat.

Eau : Pénurie d'eau, manque d'accès à l'approvisionnement en eau et pollution de l'eau.

3.2 Définir les directives et les processus

L'intégration de notre politique de développement durable dans nos actions quotidiennes est un élément central de notre approche de due diligence. Ce n'est que de cette manière que nous pourrions apporter des améliorations avec succès.

Une fois que les risques liés à des matières premières spécifiques ont été identifiés et évalués, ils sont discutés avec les acheteurs, les fournisseurs et les organisations de la société civile concernés. Le résultat de ce processus est une prise de position contraignante pour notre service des achats et nos fournisseurs. Ces prises de position sont continuellement développées et nous définissons des objectifs et des mesures avec lesquels Lidl Belgique & Luxembourg entend éviter ou réduire les risques sociaux et environnementaux liés à la production de matières premières. Les prises de position se trouvent [sur notre site Internet](#).

Ces prises de position sont contraignantes lors de notre approvisionnement. En outre, le département Achats est systématiquement informé de ces objectifs et mesures, afin qu'ils fassent partie du processus d'approvisionnement.

Lidl contrôle en permanence le respect et la mise en œuvre de ces objectifs et mesures. En outre, nous engageons un dialogue avec les organisations de la société civile et les syndicats, afin d'améliorer les conditions de travail au sein de notre chaîne d'approvisionnement et de garantir le respect des droits de l'homme.



CACAO

- Depuis **2016**, tous les produits de cacao de marque propre de Lidl Belgique & Luxembourg sont certifiés **100 % Fairtrade, UTZ, Rainforest Alliance ou bio**.



SOJA

- Depuis **2017**, Lidl Belgique & Luxembourg achète des certificats **RTRS** (Direct Trade Book & Claim) pour tout le soja qui a été indirectement transformé dans nos produits d'origine animale via l'alimentation animale.



POISSON

- Depuis **2018**, le poisson et les mollusques non transformés réfrigérés et congelés sont **100 % certifiés MSC ou ASC**.

HUILE DE PALME

- Depuis **2018**, nous n'utilisons plus que de l'huile de palme **ségréguée certifiée RSPO** pour les denrées alimentaires de marques propres.
Depuis **2018**, nos produits de marque propre non comestibles sont passés au modèle de certification **Mass Balance de RSPO**.

CELLULOSE

- Depuis fin **2018**, nous avons opté pour des matériaux **100 % recyclés** ou des fibres primaires certifiées **FSC** pour les produits Food et Near-food, y compris les produits ménagers et cosmétiques.
Dans des cas exceptionnels, lorsque les matières premières certifiées FSC ne sont disponibles que dans une mesure limitée, nous pouvons également utiliser des matériaux certifiés **PEFC** pour certains produits.
- Depuis **2018**, **100%** des emballages en carton et papier de nos produits achetés au niveau national sont également **recyclés, certifiés FSC ou PEFC**.



THÉ

- Depuis **2019**, **100 %** des thés vert, noir et rooibos achetés par Lidl Belgique & Luxembourg sont **certifiés Fairtrade, Rainforest Alliance, bio ou UTZ**.

FLEURS ET PLANTES

- Fin **2019**, 100 % de toutes nos fleurs et plantes seront certifiées selon des normes environnementales et sociales telles que **GLOBAL G.A.P, GLOBAL G.A.P GRASP ou Fairtrade**.

FRUITS ET LÉGUMES

- Depuis fin **2019**, 100 % de nos fruits et légumes respectent les normes environnementales et sociales **GLOBAL G.A.P ou GLOBAL G.A.P GRASP**, ainsi que d'autres certifications telles que **Fairtrade**.



CAFÉ

- Nous visons une **certification à 50 %** de notre assortiment de cafés d'ici fin **2020** - pour autant qu'il existe une norme de certification dans le pays de production et que la disponibilité des produits soit garantie.

THÉ-INFUSION

- D'ici fin **2020**, notre objectif est d'obtenir la certification de **50 %** des matières premières pour les infusions à base de plantes et de fruits par **Fairtrade, Rainforest Alliance, bio ou UEBT/UTZ** - dans la mesure où les matières premières de la qualité concernée sont disponibles dans le pays de production.

CELLULOSE

- D'ici la fin de **2020**, nous nous efforcerons d'utiliser des matériaux **recyclés** (par exemple, certifiés par le label Ange bleu) ou des fibres fraîches certifiées **FSC** pour tous les produits non alimentaires, tels que les textiles, les chaussures, le matériel de jardinage et de camping, les meubles, les jouets, les articles de décoration, les médias, la papeterie et les outils, ainsi que les manuels d'instructions.

POISSON

- D'ici à la fin de **2020**, tous les poissons et mollusques transformés seront également **100 %** certifiés **MSC ou ASC**.

TEXTILE

- Depuis **2014**, nous participons à la campagne **Greenpeace Detox** et nous nous sommes engagés à interdire tous les produits chimiques dangereux dans nos produits textiles d'ici à la fin de **2020**.



COTON

- Avant la fin de **2025**, 100 % du coton de nos produits non alimentaires seront produits de manière durable selon l'un des critères suivants : **Cotton Made in Africa, Organic, Global Organic ou Fairtrade**.



3.3 Transposer et contrôler

La mise en œuvre de notre approche Corporate Due Diligence est également un processus dynamique, dont nous surveillons et développons en permanence la portée et la conception avec l'aide de parties prenantes et de partenaires externes (par exemple, les organisations de la société civile et les syndicats). En abordant les risques liés aux droits de l'homme et à l'environnement dans nos chaînes d'approvisionnement, nous nous concentrons principalement sur la production de nos marques propres. Elles ne sont pas seulement à la base de la majeure partie de notre chiffre d'affaires. Nous sommes également directement responsables des produits de marque propre. Nous nous attendons également à ce que l'impact du processus de production sur l'homme et l'environnement soit pris en compte lors de l'achat de produits de marque.

Comme décrit ci-dessus, nous intégrons les données issues de notre analyse de la chaîne d'approvisionnement dans nos processus internes et notre politique d'achat. Nous élaborons également des directives pour nos partenaires commerciaux. Elles décrivent comment mettre en place des systèmes de contrôle social pour une approche de due diligence dans les chaînes de production.

Afin de faire face aux impacts négatifs potentiels et de garantir le respect des droits de l'homme au sein de notre chaîne d'approvisionnement, il est important que toutes les parties soient impliquées. C'est pourquoi nous voulons sensibiliser tous les collaborateurs et partenaires commerciaux concernés aux thèmes hautement prioritaires que nous avons définis. Nous le faisons par le biais de cours et de formations spécifiques : le responsable durabilité propose chaque année des ateliers internes à tous les acheteurs.

Dans le cadre de notre approche de due diligence, il est important que des mesures soient également mises en œuvre dans la chaîne d'approvisionnement. Nous utilisons des audits pour évaluer dans quelle mesure les critères de durabilité sont mis en œuvre dans nos chaînes d'approvisionnement.

En plus des certifications, nous nous engageons également activement dans une production plus durable de matières premières au sein de l'assortiment dit « alimentaire » : nous soutenons divers projets dans notre chaîne d'approvisionnement et encourageons la formation des petits producteurs aux pratiques agricoles durables. Nous sommes conscients que bon nombre de nos chaînes d'approvisionnement à haut risque emploient principalement des femmes, qui sont particulièrement exposées à d'éventuelles violations des droits de l'homme pour diverses raisons, notamment spécifiques à un pays ou à un secteur. C'est pourquoi Lidl Belgique & Luxembourg a signé les Principes des Nations Unies d'autonomisation des femmes.

Principes des Nations Unies d'autonomisation des femmes

Principaux risques : Discrimination

Lidl Belgique & Luxembourg a signé les Principes des Nations Unies d'autonomisation des femmes (Women's Empowerment Principles - WEP) en 2020. Les WEP sont une initiative conjointe de l'ONU Femmes et du Pacte Mondial des Nations Unies. Il s'agit de la première initiative mondiale visant à renforcer la position des femmes dans les chaînes de production et les organisations mondiales. Les Principes des Nations Unies d'autonomisation des femmes contiennent les sept principes suivants pour renforcer la position des femmes dans les entreprises et les organisations :

1. Prendre un engagement de haut niveau en faveur de l'égalité des sexes.
2. Traiter équitablement toutes les femmes et tous les hommes au travail, et respecter et soutenir les droits de l'homme et la non-discrimination.
3. Assurer la santé, la sécurité et le bien-être de tous les travailleurs, hommes et femmes.
4. Promouvoir l'éducation, les opportunités de formation et le développement professionnel des femmes.
5. Mettre en œuvre des activités pour l'autonomisation des femmes dans les activités commerciales, la chaîne de valeur et les activités de marketing.
6. Promouvoir l'égalité par des initiatives sociales et la défense des intérêts.
7. Mesurer et publier les progrès pour réaliser l'égalité des sexes.

Nous mettons également en œuvre le renforcement de la position des femmes dans les chaînes de production. Par exemple, un projet au Guatemala se concentre sur le renforcement du rôle des femmes dans la production de café. Un autre projet en Bolivie vise à soutenir les petits producteurs de café dans le cadre de coopératives. En Côte d'Ivoire, un projet est consacré à l'utilisation de méthodes agricoles durables dans la production de cacao - cette action à elle seule a concerné 18 000 petits producteurs, voir aussi 3.3.2 (Chaîne du cacao durable). Dans le cadre de l'Initiative Lidl Soja, nous aidons également les agriculteurs brésiliens à produire du soja de manière durable., voir aussi 3.3.5 (Chaîne du soja durable).

Tous ces projets visent à renforcer les producteurs et à élargir leurs connaissances et leurs compétences, afin qu'ils puissent notamment générer un revenu plus élevé et qu'ils résistent correctement aux conséquences du changement climatique. Pour la mise en œuvre de ces projets, nous travaillons avec des partenaires reconnus, tels que Fairtrade, CARE, UTZ, RTRS et la GIZ.

Nous sommes convaincus que seule une coopération avec des organisations de la société civile, des experts et d'autres entreprises peut nous permettre d'améliorer

structurellement les chaînes de production de notre assortiment. C'est pourquoi nous collaborons avec les parties concernées et sommes impliqués dans diverses plateformes multipartites. Par exemple, Lidl est membre du conseil d'administration de RTRS, membre actif du World Banana Forum, membre fondateur et toujours membre du conseil d'administration du Sustainable Cocoa Board, siège au GLOBALG.A.P GRASP Advisory Technical Committee et est membre de groupes de travail au sein de l'Accord du Bangladesh, de l'Initiative ACT et de la RSPO.



Les contrôles indépendants, via les audits sociaux ou les organismes de certification, constituent une autre part essentielle de notre approche. Nous savons également que ces contrôles sont le seul moyen d'améliorer les conditions de travail ou de détecter les violations cachées des droits de l'homme, par exemple les violations des droits de l'homme par le travail forcé. Néanmoins, ces contrôles effectués par des instituts indépendants sont un moyen important de mettre en évidence d'éventuels indicateurs de risque et d'identifier la situation dans la chaîne d'approvisionnement de manière ciblée. Par exemple, nous réalisons via SEDEX des audits sociaux dans la chaîne d'approvisionnement de nos produits alimentaires pour vérifier les conditions de travail et ainsi nous améliorer en permanence. Dans le cadre d'audits qui durent souvent plusieurs jours, des auditeurs indépendants vérifient sur place

le respect des réglementations en matière de protection de la santé, des temps de travail légaux, des droits des employeurs et d'autres exigences. Dans notre chaîne d'approvisionnement en fruits et légumes, nous travaillons avec GLOBALG.A.P GRASP. L'évaluation réalisée avec des auditeurs externes nous a permis de comprendre comment nos fournisseurs et nos producteurs se situent par rapport à des indicateurs sociaux.

Au sein de notre assortiment non alimentaire, nous contrôlons régulièrement le respect des droits de l'homme et réalisons chaque année des audits sociaux amfori-BSCI indépendants auprès de tous les producteurs de nos produits de marque propre dans les pays de production hors Europe. Les résultats de ces audits sont toujours évalués et constituent la base de notre décision d'achat.

Nous communiquons également nos attentes aux fournisseurs de cette partie de l'assortiment. Dans notre politique, nous nous attendons à une lutte active contre le travail des enfants et le travail forcé.

En outre, dans cette partie de la gamme, nous sommes également impliqués dans divers projets et initiatives visant à relever les défis environnementaux et sociaux, en particulier dans la production textile : de faibles critères en matière de travail et d'environnement, et une forte consommation de matières premières, de produits chimiques, d'énergie et d'eau.

De 2009 à 2019, avec notre partenaire GIZ, nous avons mené des projets de financement intensifs pour environ 200 fournisseurs au Bangladesh et en Chine, dans le cadre desquels les normes en matière d'environnement, de travail et de sécurité ont été communiquées. Cela nous a permis d'atteindre certains des objectifs de la campagne Greenpeace Detox. Lidl s'y est engagé en 2014. Afin d'améliorer à long terme la sécurité et la protection contre l'incendie des fabricants de textiles au Bangladesh, Lidl a signé l'accord sur la protection contre les incendies et la sécurité des bâtiments au Bangladesh (Bangladesh Accord on Fire and Building Safety). Nous travaillons également à l'amélioration des produits, afin de réduire les effets sociaux et écologiques négatifs : avec notre collection cradle-to-cradle, nous avons introduit sur le marché des produits textiles entièrement biodégradables.

En cas de violation des droits du travail dans la chaîne d'approvisionnement, nous nous efforçons de travailler avec le fournisseur concerné pour améliorer la situation. En cas de violation des droits de l'homme, il ne sera mis fin à une relation commerciale que si toutes les autres options échouent. Pour mieux comprendre les implications des violations des droits de l'homme dans nos chaînes de production, nous réalisons chaque année trois 'Human Rights Impact Assessments', en plus des audits sociaux. Celles-ci seront également publiées.

Dans les pages suivantes, nous examinons un certain nombre d'exemples spécifiques de mesures que nous avons prises sur la base des risques identifiés.



3.3.1 Salaires et revenus décents

Risques essentiels : Discrimination, salaires et revenus décents

Lidl reconnaît comme un droit humain fondamental que toute personne qui travaille reçoive un revenu juste et adéquat, qui lui permette d'assurer un niveau de vie décent pour elle-même et sa famille. Cependant, des centaines de millions de personnes dans le monde vivent encore dans la pauvreté. Souvent, ces personnes reçoivent un salaire ou un revenu bien trop faible pour subvenir à leurs besoins. En particulier, les producteurs agricoles des pays industrialisés et en développement qui peuvent parfois à peine vivre de leur travail, même s'ils apportent une contribution significative à la production alimentaire mondiale.

Un salaire ou un revenu de subsistance doit être suffisant pour couvrir les coûts de la nourriture, de l'eau, du logement, de l'éducation, des soins de santé, du transport, des vêtements et d'autres besoins fondamentaux, ainsi que pour pouvoir épargner en cas d'imprévu.

Dès 2006, Lidl s'est déclaré en faveur de salaires équitables avec son code de conduite et s'est engagé depuis lors à améliorer les salaires, par exemple en optant pour des produits certifiés « Fairtrade ».

Toutefois, le défi le plus important demeure : comment pouvons-nous travailler avec toutes les parties prenantes pour faire en sorte que davantage de personnes dans nos chaînes d'approvisionnement reçoivent un salaire ou un revenu décent ? À cette fin, Lidl, en collaboration avec d'autres entreprises en Allemagne, s'est engagée volontairement à verser des salaires et des revenus décents. Ensemble, nous nous engageons à mener les activités suivantes et à former notre département Achats et nos partenaires commerciaux pour la suite de la mise en œuvre :

- **Garantir l'acceptation interne**

En intégrant les droits de l'homme dans notre organisation et en organisant des sessions de formations internes, nous nous assurons que toutes les personnes impliquées dans notre organisation ont une bonne compréhension de ce que signifie un salaire ou un revenu décent et quelle est l'urgence.

- **Mise en œuvre dans la politique en matière de durabilité**

Dans le cadre de notre politique en matière de durabilité, notre objectif est de parvenir à des salaires et des revenus décents dans nos chaînes d'approvisionnement mondiales. Cela est également inclus dans notre code de conduite depuis 2006.

- **Transparence au niveau des chaînes de production**

Nous voulons accroître la transparence de nos chaînes de production, afin de mieux évaluer l'impact des produits de marque propre sur les salaires et les revenus. Pour plus d'informations sur nos projets concrets visant à accroître la transparence, voir 3.5 (Communiquer).





- **Identifier les risques**

Nous voulons comprendre encore mieux quelles matières premières, et dans quelles régions et chaînes de production il existe un risque particulièrement élevé que les producteurs perçoivent de faibles revenus et salaires.

Dans le cadre de notre adhésion à la Fruit Juice Platform, nous soutenons actuellement une étude au Brésil pour déterminer les différences de revenus et de salaires dans la culture des oranges.

- **Déterminer et réduire les écarts de revenus et de salaires**

Nous effectuons des analyses des écarts de revenus et de salaires au niveau des producteurs dans nos chaînes d'approvisionnement mondiales à haut risque.

Avec le développement du chocolat Way To Go en 2019, Lidl a une influence directe sur l'augmentation des revenus des producteurs de cacao au Ghana. Le revenu des cultivateurs de cacao au Ghana en 2018 correspondait à environ 52 % d'un revenu considéré comme un revenu minimum. Dans le cadre du partenariat avec Fairtrade, la coopérative Kuapa Kokoo et l'ONG Rikolto, Lidl au Ghana verse une prime supplémentaire, en plus de la prime Fairtrade, pour chaque tonne de cacao utilisée dans le chocolat Way To Go. Cet argent est utilisé dans des projets qui améliorent les revenus des petits producteurs de manière structurelle. Avec cette nouvelle barre de chocolat, nous touchons déjà 440 petits producteurs la première année - dont un quart sont des femmes.

- **Soutenir des politiques d'achat responsables**

Nous analysons les opportunités et les risques découlant de la réduction des écarts de revenus et de salaires. Sur la base de ces résultats, nous incluons des mesures dans notre politique d'achat. Nous effectuons des analyses des écarts de revenus et de salaires au niveau des producteurs dans nos chaînes de production mondiales à haut risque.

Lidl a franchi une étape importante dans son assortiment de produits non alimentaires ; nous sommes la première organisation de grande distribution discount à rejoindre l'initiative « Action Collaboration Transformation ». L'ACT est le premier accord mondial conclu entre des entreprises internationales, des détaillants et des syndicats dans le but d'atteindre un salaire décent dans les pays producteurs de l'industrie textile. Les salaires négociés dans le cadre de cette initiative sont soutenus par les entreprises concernées dans leur politique d'achat. L'ACT a également développé un mécanisme pour évaluer le fonctionnement de l'initiative : les producteurs de textile et les syndicats évaluent l'efficacité avec laquelle les entreprises respectent leurs obligations, générant ainsi des salaires plus élevés. L'ACT se concentre actuellement sur les pays suivants : Cambodge, Myanmar, Bangladesh et Turquie.

- **Évaluer l'impact**

Nous identifions et testons des méthodes permettant d'analyser et d'évaluer efficacement l'impact de notre approche sur les revenus et les salaires des producteurs.



3.3.2 Chaîne du cacao durable

Principaux risques : Travail des enfants, travail forcé, bas salaires, changement climatique, perte de biodiversité, déforestation

Le cacao est une matière première importante pour notre assortiment. Nos analyses de risques montrent qu'il existe différents risques dans la chaîne d'approvisionnement, en particulier dans la culture, tant en termes de droits de l'homme que d'écologie. Dans les principaux pays producteurs d'Afrique de l'Ouest, la production de cacao va souvent de pair avec des violations des droits de l'homme. Pensez au travail des enfants, au travail forcé et à la rémunération inéquitable en dessous du revenu minimum vital. En outre, la forte fluctuation des prix menace les revenus des petits producteurs qui fournissent pas moins de 90 % de la récolte mondiale de cacao. Les risques écologiques résident dans le défrichement des forêts tropicales humides et autres changements d'utilisation des terres : en Afrique de l'Ouest, la superficie des terres utilisées pour la production de cacao a augmenté de plus de 107 % entre 1961 et 2011, ce qui est l'une des principales raisons de la disparition de la forêt tropicale humide dans cette région. Cette déforestation entraîne de fortes émissions de gaz à effet de serre, mettant en danger non seulement la fonctionnalité des écosystèmes, mais aussi la base de la vie de la population locale.

Pour réduire ces effets négatifs de la production de cacao, nous exigeons d'abord de nos fournisseurs qu'ils respectent le code de conduite de Lidl. En outre, lors de l'achat de cacao, nous optons exclusivement pour une culture certifiée, par exemple selon les critères du label Fairtrade. Cela garantit de meilleurs prix pour les petits producteurs et de meilleures conditions de travail pour les travailleurs des plantations dans les pays producteurs. Dans le même temps, la construction selon les critères de Fairtrade prend également en compte la protection des forêts et des écosystèmes. Depuis fin 2016, Lidl Belgique achète uniquement de la matière première cacao entièrement issue de l'agriculture certifiée durable pour tout son assortiment de marque propre.

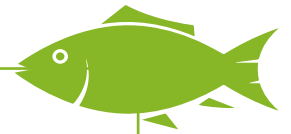
En outre, nous proposons également des produits à base de cacao certifiés issus de l'agriculture biologique. Cela contribue également à la protection du climat et des écosystèmes environnants.

Par ailleurs, afin de rendre activement la production de cacao plus durable, entre 2012 et 2019, Lidl et la GIZ ont financé la construction d'un centre de formation pour les producteurs de cacao en Côte d'Ivoire. Les cours et les formations sur la durabilité et l'amélioration des méthodes de production ont concerné quelque 18 000 producteurs.

La situation des revenus des petits producteurs reste un défi central dans le secteur du cacao. En 2019, Lidl a entamé une collaboration avec Fairtrade, la coopérative d'agriculteurs Kuapa Kokoo et l'ONG Rikolto pour la production de notre nouveau [chocolat Way To Go](#). Au moyen d'une prime supplémentaire – en plus de la prime Fairtrade – des projets sont financés pour améliorer directement les revenus des producteurs. Ce qui rend ce nouveau chocolat encore plus spécial est que l'origine du cacao peut être retracée jusqu'au niveau « communautaire » au Ghana. Nous avons visité ces coopératives et avons pu nous faire une bonne idée de leur travail.

Le chocolat Way To Go est déjà en vente en Belgique et aux Pays-Bas, et sera proposé à l'avenir chez Lidl dans tous les pays. Avec ce projet, nous réaffirmons l'importance des pratiques commerciales équitables et notre engagement à cet égard.

Vous trouverez de plus amples informations sur nos activités dans la chaîne du cacao dans la [prise de position](#) pour un approvisionnement durable en cacao.



3.3.3 Chaîne du poisson durable

Principaux risques : travail forcé, gaspillage de matières premières et perte de biodiversité

Notre analyse des risques a montré que dans le secteur de la pêche, la protection des stocks de poissons et le soutien aux travailleurs vulnérables jouent un rôle particulier. Les mers et les océans sont importants pour la stabilisation du climat et sont l'habitat de nombreuses espèces animales et végétales. Le poisson est également une source importante de nourriture pour des millions de personnes, et dans de nombreux pays en développement, le poisson est même la principale source de protéines. Cependant, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 33 % des stocks commerciaux de poisson sont surexploités et 60 % sont utilisés au maximum (situation : juillet 2018). La surpêche menace non seulement l'approvisionnement alimentaire de millions de personnes, mais constitue également une menace majeure pour la biodiversité.

Lidl s'engage activement à traiter de manière responsable les produits de la mer et du poisson. Nous portons donc une attention particulière à la protection des écosystèmes lors de l'achat de produits de la pêche. Nous avons également fait de la protection des travailleurs et de leurs droits un objectif contraignant.

Le label MSC garantit que les stocks de poissons restent à des niveaux sains. Le label de qualité MSC comprend des critères concernant l'utilisation responsable

des équipements de capture, la minimisation des prises accessoires et la protection à long terme de l'habitat des poissons et autres animaux marins. En outre, l'écolabel du MSC garantit que tous les fournisseurs font l'objet d'un audit de leur politique en matière de travail forcé et de travail des enfants.

Le label ASC se trouve sur les poissons et fruits de mer provenant d'exploitations piscicoles qui, en les élevant poisson de manière responsable, réduisent l'impact négatif sur l'homme et l'environnement. Nous travaillons avec ces deux organismes de label de qualité, mais nous estimons également qu'il est important que les critères continuent à évoluer. Nous saluons donc le fait que le MSC exige que des audits sociaux (SMETA, BSCI ou SA8000) soient réalisés dans les pays à haut risque.

Lidl se dissocie de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (pêche IUU = Illegal, Unreported and Unregulated Fishing), ainsi que des méthodes de pêche illégales. Nous attendons de nos fournisseurs qu'ils tracent ces produits tout au long de la chaîne. Il est important de travailler sans risque et de s'abstenir d'utiliser des matières premières provenant de captures IUU. Vous trouverez plus d'informations à ce sujet dans notre [prise de position](#) pour l'approvisionnement durable en poisson.



3.3.4 Bananes Fairtrade

Principaux risques : bas salaires, discrimination, droits des travailleurs, changement climatique, consommation d'eau

La banane est le fruit frais le plus consommé au monde. Cependant, la culture conventionnelle de la banane comporte de nombreux risques écologiques, tels que la perte de biodiversité et la réduction extrême de la diversité des espèces de bananes vendues. Les risques sociaux comprennent la violation des droits du travail et les bas salaires des travailleurs des plantations. En choisissant les bananes certifiées « Fairtrade », nous voulons contribuer à l'amélioration des conditions de vie et de travail des producteurs et à l'application de normes environnementales plus strictes dans les pays producteurs. Depuis 2019, nous avons introduit une troisième banane dans notre gamme qui est entièrement certifiée Fairtrade, en plus de la banane Bio/Fairtrade et de la banane Rainforest Alliance. Cela signifie que deux des trois bananes de notre gamme proviennent d'une production certifiée « Fairtrade ».

La production selon les critères de Fairtrade a un impact sur l'ensemble de la chaîne de production et sur les pays d'origine concernés. Pour la certification, les producteurs et les bananeraies doivent répondre à différents critères sociaux, écologiques, économiques et politiques : Ils doivent par exemple augmenter progressivement les salaires jusqu'à un niveau décent, respecter les règles de protection de la santé et du travail, lutter contre la discrimination sexuelle et la violence sexiste, et produire de manière plus durable. L'ensemble de la communauté locale bénéficie du versement de la

prime de Fairtrade : cet argent est utilisé, par exemple, pour mettre en place des programmes de formation continue pour les travailleurs des plantations, financer de nouvelles écoles pour les enfants ou développer les infrastructures locales.

Lidl ne travaille pas seulement à l'amélioration des conditions de culture de la banane. En participant à des initiatives multipartites (MSI), nous travaillons également avec d'autres entreprises et parties prenantes pour assurer des développements positifs dans les pays producteurs. En 2016, par exemple, nous serons la première organisation de grande distribution discount au monde à rejoindre le World Banana Forum, contribuant ainsi activement à l'amélioration des conditions de production et de travail dans le secteur de la banane.

En outre, nous prenons des mesures pour obtenir des salaires décents dans le secteur de la banane. En collaboration avec le World Banana Forum et la Global Living Wage Coalition, des lignes directrices pour les salaires décents sont établies et doivent être mises en œuvre avec les exigences de la certification Fairtrade. En même temps, les primes de Fairtrade peuvent être utilisées pour augmenter directement les revenus. Ces initiatives multipartites jouent également un rôle important dans la représentation des intérêts des producteurs.



3.3.5 Chaîne du soja durable

Principaux risques : Discrimination, déforestation, perte de biodiversité

La demande mondiale de soja a considérablement augmenté ces dernières années. Le soja est principalement utilisé comme aliment pour les animaux, tels que la volaille, les porcs et les bovins. Toutefois, la forte demande a également des conséquences négatives : pour la culture du soja, les forêts sont coupées, ce qui signifie que l'habitat des plantes et des animaux disparaît et que la biodiversité est de plus en plus menacée. En outre, la monoculture et l'utilisation intensive de produits phytosanitaires épuisent le sol et entraînent une érosion. Cette dégradation de l'environnement a des conséquences négatives pour la population locale, qui est également touchée par les conflits sur les droits fonciers.

Pour contrer ces effets négatifs, Lidl Belgique & Luxembourg étudie trois mesures.

1. Premièrement, nous voulons réduire l'utilisation du soja à long terme et nous concentrer plutôt sur des alternatives alimentaires locales riches en protéines.
2. Lorsque le soja ne peut pas être remplacé par des alternatives, par exemple en raison d'une teneur plus faible en protéines, Lidl privilégie le soja issu de l'Union européenne.
3. Si du soja doit encore être importé, Lidl ne choisira que du soja entièrement certifié (et à l'avenir éventuellement ségrégué), par exemple en provenance du Brésil par le biais de la RTRS.

Des organisations de certification internationalement reconnues, telles que la Table ronde sur le soja responsable (RTRS), travaillent activement à l'amélioration des points ci-dessus. Depuis 2017, en collaboration avec nos fournisseurs, nous achetons des certificats RTRS lors de l'achat de produits contenant directement ou indirectement du soja pour le marché belge. Une prochaine étape intéressante est l'initiative internationale « Lidl Soy Initiative » à laquelle Lidl Belgique & Luxembourg adhère. Dans le cadre de cette initiative, nous achetons des certificats du RTRS via « Book and Claim Direct Trade ». Cela signifie que nous avons entamé un partenariat à long terme avec deux entreprises au Brésil. Il s'agit notamment de l'amélioration des conditions de travail, de l'attention portée à l'environnement et de la protection de la forêt tropicale et d'autres zones naturelles. Vous trouverez plus d'informations à ce sujet dans notre [prise de position](#) pour l'approvisionnement durable en soja.

3.4 Corriger

Nous évaluons en permanence nos mesures et les améliorons si nécessaire. Le dialogue permanent avec nos parties prenantes et l'expertise de nos partenaires, fournisseurs et organisations de la société civile y contribuent. En outre, ce processus est supervisé par notre département de développement durable à travers le suivi et le reporting. Ce dialogue et cette évaluation constituent une étape importante dans notre approche de due diligence.

Lors de la mise en œuvre de notre approche de due diligence, le bon fonctionnement des mécanismes de plainte et l'accès à des mesures correctives jouent un rôle important : lorsqu'une violation potentielle des droits de l'homme a eu lieu, il est important qu'il y ait un point de contact approprié. Nous sommes convaincus qu'une gestion efficace des plaintes peut aider à identifier et à remédier rapidement aux violations des droits de l'homme. Sur la base des principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, Lidl s'engage à être librement accessible, à respecter les lois et les règlements, à mettre en place des mécanismes de plainte transparents et compréhensibles. Ces procédures de plaintes font partie de notre Code de conduite.

Lidl Belgique & Luxembourg a la possibilité de signaler des indications de violations des droits de l'homme ou de l'environnement, à cette fin un système de signalement en ligne a été mis en place. Toutes les informations reçues sont traitées de manière indépendante par le Compliance Officer. Le système de signalement en ligne est une application basée sur Internet et est accessible à partir de n'importe quel appareil compatible Internet via le lien suivant : [système de signalement en ligne](#).

Pour les chaînes d'approvisionnement à haut risque, Lidl introduira également des mécanismes de plainte spécifiques. Par exemple, Lidl est un membre actif d'un groupe de travail au sein de l'Accord du Bangladesh, qui se consacre à la mise en place d'une procédure de plaintes pour les travailleurs du textile au Bangladesh.



3.5 Communiquer

Dans le cadre de notre politique de durabilité, nous nous engageons à communiquer de manière transparente aux groupes cibles internes et externes les défis, les progrès et les dernières découvertes. Dans ce contexte, nous nous engageons à prendre les mesures suivantes :

- Nous effectuons régulièrement des analyses de risques pour l'ensemble de l'assortiment dans notre chaîne d'approvisionnement. Les résultats sont évalués en permanence et publiés à partir de 2020, et nous engageons également des discussions annuelles avec nos parties prenantes.
- D'ici à **2020**, nous voulons travailler à une approche visant à soutenir les salaires et les revenus décents au sein de notre chaîne d'approvisionnement mondiale, afin de réduire les écarts de salaires et de revenus. Nous avons déjà introduit des premières mesures à cet effet dans les chaînes d'approvisionnement suivantes :
 - Orange du Brésil (dans le cadre de la CSR Juice Platform)
 - Cacao du Ghana (dans le cadre du projet Way To Go)
 - Bananes d'Équateur (en collaboration avec Fairtrade)
 - Textiles du Cambodge, du Myanmar, du Bangladesh et de Turquie (dans le cadre de l'ACT)
- En plus de ces grands projets, nous mettons en œuvre en permanence des programmes qui soutiennent directement les femmes, les petits producteurs et les travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement hautement prioritaires et améliorent leurs chances d'obtenir un salaire ou un revenu décent. À cette fin, nous voulons soutenir le développement d'un « Living Wage/Income benchmark ».
- À partir de mai **2020**, nous augmenterons la transparence de nos chaînes d'approvisionnement et fournirons davantage d'informations sur nos fournisseurs de niveau 1. Cela comprend les noms et adresses des fournisseurs de nos produits non alimentaires de marque propre.
- Jusqu'à la fin de **2021**, nous réaliserons trois évaluations d'impact sur les droits de l'homme dans les chaînes de production à haut risque. L'accent est mis ici sur l'impact de nos activités commerciales sur les risques de violation des droits de l'homme, en particulier ceux des femmes, des petits producteurs et des travailleurs. Nous commençons par un HRIA (Human Rights Impact Assessment) sur le thé du Kenya, les bananes d'Amérique du Sud et les baies d'Espagne. Dans le cadre de ces processus,

... nous travaillerons avec les parties prenantes, notamment les organisations de la société civile, les syndicats et les autorités (locales). Les résultats de ce HRIA et les plans d'action associés seront publiés. À partir de 2021, ces HRIA seront réalisés trois fois par an (jusqu'en 2025) sur les chaînes de production à haut risque. Nous évaluons et développerons continuellement notre approche.

- D'ici à la fin **2021**, nous voulons faire en sorte que les acteurs des chaînes à haut risque aient accès à des mécanismes de plainte transparents et à des possibilités de recours appropriées.
- À la fin de **2021**, nous développerons et publierons notre politique pour atteindre l'égalité des sexes dans la chaîne d'approvisionnement.

4. Organisation et responsabilités

La responsabilité de notre approche de corporate due diligence incombe à la direction de Lidl. Au sein de l'organisation, les organisations nationales sont responsables de la mise en œuvre de la politique, avec une coordination régulière entre l'organisation internationale et l'organisation nationale. En outre, Lidl est conseillé par des experts externes pour la définition des mesures et des objectifs et leur mise en œuvre.

